

Recommandations des partenaires

Kulima (Mozambique) : « *Profitant exagérément aux nouveaux riches sans que les pauvres se révoltent, la montée des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires risque de changer cette donne* ».

ADEPA (Sénégal) : « *Les conflits bien gérés sont souvent à l'origine des changements positifs pour les sociétés. Les émeutes de la faim pourraient-elles sonner le glas des égoïsmes individuels, des pays et du monde ?* ».

Plusieurs associations, dont le **KNPF (Haïti)** considèrent que cette crise peut être une opportunité en mettant sur le devant de la scène la question de la relance de la production nationale.

❖ Agir sur les prix

Nos partenaires mettent en avant divers moyens pour agir sur les prix :

- Fixer des prix plafonds sur les denrées de base et pour une période déterminée.
- Des systèmes de vigilance des prix des denrées agricoles et des stocks.
- Une subvention des aliments de base (riz, farine...)
- Création d'un index des prix des produits de première nécessité et indexation automatique du salaire minimum.

Cependant de nombreuses associations estiment que ces recommandations ne peuvent constituer une solution durable. Des mesures concrètes en faveur de la production doivent également être prises et non pas seulement des mesures ne jouant que sur les prix, et donc sur le court terme, soulignent les associations paysannes.

De plus, les effets de ce genre de mesures restent limités :

CAPAD (Burundi) : « *Le gouvernement a supprimé les taxes pour certains produits[...]. Mais malgré cela, les prix des denrées alimentaires restent extrêmement élevés alors que la population a un faible pouvoir d'achat* ».

❖ Salaire et Pouvoir d'Achat

- Augmentation du pouvoir d'achat des familles, notamment dans les villes.

Concert'action (Haïti) propose ainsi de conduire des travaux à haute densité de main d'œuvre, notamment des chantiers d'utilité publique (dispensaires, centres de formation,...), ou encore de favoriser la commercialisation de la production locale par des associations en améliorant les conditions de transport et en réorganisant la distribution.

- Augmentation du salaire de base.

Une **coalition de partenaires guatémaltèques** insiste sur la nécessité d'augmenter le salaire de base, notamment dans le secteur agricole. « *La révision du salaire de base devrait cesser d'être discriminante pour les travailleurs agricoles. Il est nécessaire de s'occuper de son augmentation compte tenu de la hausse du prix des denrées alimentaires* ».

Au Mozambique, le salaire de base est de 40€, « *le prix de seulement 40 litres de diesel* » souligne notre partenaire **Kulima**. Cependant, l'ensemble de la population n'est pas forcément touché, les différences sont alors croissantes entre les classes économiques mettant encore plus en péril la cohésion sociale. « *Le pacte social a complètement éclaté* ».

ADEPA (Sénégal) mentionne également la nécessité d'une meilleure répartition des richesses : « *Un paradoxe à remarquer : les statistiques mondiales montrent que dans les pays secoués par les émeutes de la faim, la croissance économique dépasse les 5%. Ceci pose la question de la répartition des richesses produites dans ces pays* ».

❖ Relance et soutien de la production locale

- Revalorisation des produits locaux pour la consommation.

Notre partenaire haïtien **Concert'action** souligne que « *pendant longtemps, la production locale a été réduite à cause d'une meilleure compétitivité des produits importés et l'adoption progressive de nouvelles habitudes alimentaires privilégiant les produits étrangers* ».

Kulima (Mozambique) : « *une campagne « produire et consommer mozambicain » et le label « Made in Mozambique » pour les produits locaux* » devraient ainsi selon l'association être développés pour soutenir la production locale.

- Relancer la production nationale plutôt que d'avoir recours aux importations pour les denrées de base.

Comme le rappelle notre partenaire **ADEPA (Sénégal)** : « *le riz thaïlandais a étouffé les rizières sénégalaises tandis que le pain de blé a supplanté le tôle de mil et la bouillie de sorgho* ».

CDOT (Soudan) : « *Toutes les graines dont nous avons besoin sont importées des pays voisins qui contrôlent désormais l'exportation de graines. La production est ainsi limitée* ».

Ainsi, afin d'augmenter la production locale, il faudrait de plus selon nos partenaires faciliter l'approvisionnement en intrants, la formation pour les agriculteurs, assurer un meilleur accès aux outils de production...(KNPF Haïti, TITEM Madagascar, Kulima Mozambique, ADEPA Sénégal)

- La fin du soutien aux agricultures d'exportation.

Cela doit se faire au bénéfice des agricultures vivrières.

ADEPA (Sénégal) : « *Aujourd'hui, l'agriculture aux petits soins est celle tournée vers l'exportation* » .

- Fin de la concurrence entre les cultures pour la production d'agrocarburants et les cultures vivrières.

Il faut mettre un terme au développement des cultures agrocarburants car comme le souligne notre partenaire **TITEM (Madagascar)**, « *non seulement une grande partie des surfaces cultivables sont actuellement consacrées pour ce type de cultures mais elles viennent concurrencer les cultures vivrières car leur prix sur les marchés sont incitatifs* ».

L'association SPI (Indonésie) rappelle une comparaison intéressante : « *Au moins 1.5 million de tonnes d'huile de palme brute est exportée en Europe, la quasi-totalité étant transformée en agrocarburant. Parallèlement, des centaines de personnes font la queue pour de l'huile alimentaire subventionnée en Indonésie...* ».

- Faciliter l'accès des paysans aux terres.

Notre partenaire TITEM (Madagascar) souligne ainsi que, trop souvent, « *de vastes surfaces sont accordées et immatriculées aux entrepreneurs nationaux et internationaux* ».

Kulima (Mozambique) rappelle que « *beaucoup de terres agricoles existent mais peu de terres sont disponibles pour qui veut produire* », à cause de la réquisition par le gouvernement « *de grandes extensions de terres sous le prétexte de réaliser d'importants projets de production agricole* » qui n'ont en fait jamais vu le jour.

- Mise en place d'un système de financement adéquat et permanent pour les paysans

Commission Nationale Justice et Paix (Haïti) : « *Si la production locale et le secteur agricole, qui occupe 60% de la population, sont importants, pourquoi consacrer seulement 4% du budget d'investissement de l'Etat à l'agriculture ? Pourquoi ne pas prévoir plus d'encadrement et de possibilités de crédit pour les paysans ?* ».

Sans cela, les petits producteurs risqueraient d'abandonner leur exploitation, comme à Madagascar où « *bon nombre de paysans ont abandonné les activités agricoles pour devenir des mineurs car ces dernières années, la filière minière s'est bien développée* ». (TITEM - Madagascar)

- Promouvoir des systèmes de sécurisation des denrées alimentaires en milieu rural.

Notre partenaire ECAR (Madagascar) évoque ainsi « *la mauvaise gestion liée aux ressources et à leur accès* ».

L'association TITEM de Madagascar propose ainsi de développer et soutenir les crédits 'Grenier Communautaire Villageois' et les crédits pour le développement d'activités génératrices de revenu.

❖ Le rôle de l'Etat

Union pour la Solidarité et l'Entraide (Sénégal) : « *Si pour l'Etat[sénégalais], cette situation trouve son explication dans la conjoncture internationale et la hausse des prix du pétrole, une bonne partie de la population l'impute à la mal gouvernance* ».

- Renforcer les ministères concernés, et particulièrement le ministère de l'agriculture.

Les partenaires sont unanimes sur la nécessité d'avoir un ministère de l'agriculture efficace, capable de lancer ou de relancer les politiques agricoles. Il faut également mettre fin à la corruption et au clientélisme.

Et de nombreux partenaires dénoncent l'attitude de leurs gouvernements.

Justice et paix (Haïti) : « *L'absence de production locale dans notre pays est due à la négligence systématique du secteur agricole par les gouvernements successifs* ».

SPI (Indonésie) le souligne également, « *la pauvreté est étroitement liée au contrôle injuste de la structure agricole [...]. Les paysans ont besoin d'une solution fondamentale : une réforme agraire* ».

La coalition d'associations guatémaltèques insiste aussi sur « *la nécessité d'une politique nationale pour soutenir la production durable de denrées de base* ».

- Fin du non-interventionnisme des Etats.

Justice et Paix (Haïti) : « *Au parlement de créer les instruments légaux nécessaires pour permettre à l'Etat d'intervenir de manière efficace en faveur du secteur agricole [...] Il faut que les autorités interviennent pour protéger les couches les couches vulnérables* ».

La situation en Haïti est révélatrice d'un manque d'investissement dans l'Etat dans le secteur agricole, qui, comme le souligne Justice et Paix, « *bénéficie seulement de 4% du budget d'investissement de l'Etat pour 2007-2008* » alors qu'il concerne 60% de la population.

- Soutien aux jeunes.

Ce manque de politiques agricoles efficaces et de soutien de la part de l'Etat a entraîné un délaissement du secteur agricole par les jeunes qui se sont alors tournés vers les villes.

ADEPA (Sénégal) souligne ainsi que « *l'agriculture familiale a été doublement abandonnée : par les politiques nationales de développement et par les jeunes producteurs agricoles ruraux qui désertent les campagnes pour les villes. L'agriculture familiale est moribonde* ». Il faut donc soutenir l'agriculture et les petits exploitants pour réduire l'exode et inciter les jeunes à s'investir dans ce secteur.

En effet, un autre partenaire met en avant la nécessité de former les jeunes générations, pour les inciter à s'orienter dans le secteur agricole, et notamment pour ceux ayant quitté les zones rurales et n'ayant alors pas les connaissances nécessaires pour cultiver et gérer leur exploitation.

CDOT (Soudan) : « *Il faut mettre en place un programme de formation pour les jeunes pour leur apprendre comment produire de la nourriture. Cela peut se faire par le biais de programmes agricoles intégrés* ».

- Révision des accords commerciaux et des politiques libérales qui menacent le droit à l'alimentation des populations.

« *Les intérêts mondiaux dirigent notre économie pratiquement directement. Nous sommes donc coincés dans un système libéral sur lequel nous avons très peu de contrôle* » : tel est le constat établi par l' **Ujumaa Center for Community Development and Research (Afrique du Sud)**.

Nos **partenaires guatémaltèques** dénoncent par exemple « *les accords commerciaux qui empêchent la mise en place de politiques commerciales conformes aux réalités locales, et qui violent les droits économiques, sociaux et culturels* ».

Le situation de Haïti témoigne bien des politiques libérales menées ces dernières années et de leurs conséquences.

Concert'action (Haïti) : « *L'obtention auprès de grands bailleurs internationaux de fonds indispensables pour financer les investissements était assujéti à des exigences de rigueur [...] comme l'ouverture du marché local aux importation dans le cadre de la politique néo-libérale* ».

TITEM (Madagascar), « *cette politique tournée vers les marchés internationaux amène les opérateurs économiques locaux et les investisseurs internationaux à minimiser et à sous-estimer les besoins des populations locales* ».

❖ **Activités de plaidoyer et d'information à la population.**

- Collaboration nationale, régionale et internationale des associations.

ECAR (Madagascar) : « *Création d'une synergie d'action à travers des réseaux mis en place dans l'ensemble du pays* ».

TITEM (Madagascar) : « *Former des groupes de coalition avec des entités locales et internationales qui militent pour la protection du marché local* »

Ujuuma Center for Community Development and Research (Afrique du Sud) : « *Nous devons collaborer à travers le monde pour élaborer un système alternatif* »

Ces collaborations faciliteront ainsi le travail de plaidoyer.

- Participation de la société civile

Il faut soutenir la participation de l'ensemble de la société civile et notamment les paysans, aux décisions, car ils sont souvent exclus de la réflexion sur les politiques agricoles.

KNPF (Haïti) rappelle que « *les organisations importantes de petits producteurs n'ont pas été consultées* ».

- Organisation de conférences, campagnes, développement ou renforcement de programmes

SPI (Indonésie) va organiser un séminaire sur la souveraineté alimentaire dans une région du pays particulièrement touchée (Est de Nusa Tenggara). L'association souhaite également développer des programmes sur la malnutrition qui risque d'être renforcée avec la crise alimentaire. Et plusieurs de nos partenaires évoquent ce risque de développement de la malnutrition suite à la hausse des prix des denrées de base.

Notre partenaire soudanais **CDOT** va « *lancer une campagne sur l'agriculture et la production alimentaire* ».

Des **associations guatémaltèques partenaires** souhaitent également renforcer leur programme sur la malnutrition qui risque de s'accroître avec la montée des prix des denrées alimentaires de base.

Signe de cette baisse de la qualité des produits proposés à la consommation, la coalition sénégalaise « **Union pour la solidarité et l'entraide** » nous rapporte que l'« *on observe la vente de produits impropres à la consommation* ».

De nombreux observateurs internationaux ont souligné que cette crise alimentaire allait amoindrir les efforts et les avancés de ces dernières années dans les pays du Sud. Un partenaire haïtien effectue le même constat : « *Nous avons pris conscience de perdre les avancées de près de quatre ans dans l'établissement de la démocratie et du progrès* » (**Concert'action**).